

2.2 Analyse des problèmes

Le principal défi demeure la crise sécuritaire, devenue aigüe depuis 2019/2020, et la capacité du pays à assurer la protection des populations vivant en situation de vulnérabilité (femmes dans leur diversité, enfants, personnes handicapées, personnes déplacées internes, etc), à travers un renforcement de la présence des forces de sécurité et de défense dans les zones sous pression, est faible. La crise sécuritaire a entraîné une pression supplémentaire sur le budget de l'État déjà limité face aux nombreuses priorités.

Le Burkina Faso est un pays clé de la région ouest africaine, avec un contexte socio-économique et politique assez évolutif ces dernières années. D'où la nécessité de disposer d'études sectorielles et d'identification ou de formulation (y compris des perspectives de genre et droits humains) dans l'optique de mieux cibler les actions pour les futurs programmes de coopération. Aussi, l'expérience des programmes précédents a mis en exergue la difficulté de disposer de données statistiques – ventilées au moins par sexe, âge et handicap, qui soient assez fiables. Toute chose qui contribue à la complexité d'une planification et d'une programmation efficace.

L'opérationnalisation des TEIs peut nécessiter un renforcement de la coordination des Etats membres de l'UE, aussi bien sur le plan opérationnel que de la communication entre les partenaires européens. La mise en exergue de l'impact de la présence et de la visibilité active de l'UE constitue un facteur de promotion et de défense des valeurs fondamentales et des intérêts communs entre l'UE et le Burkina Faso. D'où la nécessité de réaliser des actions de diplomatie publique et de communication, notamment à travers la Facilité de coopération technique & Diplomatie publique _ Burkina Faso.

L'exécution des projets requiert occasionnellement des audits ou des évaluations non prévues dans les contrats ou les conventions de financement et qui sont justifiées par une analyse de risque.

La mise en œuvre du projet veillera également à l'alignement des différentes actions sur l'inclusion et la participation active des femmes dans leur diversité et de façon générale sur les droits des femmes, les dynamiques de genre, les rapports de pouvoir les conditions d'accès et contrôle sur les moyens ainsi que les intérêts et besoins différenciés entre les hommes et les femmes.

Aux défis cités, s'ajoutent des campagnes de manipulation de l'information et de désinformation agressives, menées très probablement depuis l'étranger, ayant pour but de décrédibiliser l'action de l'Union européenne dans le pays et de fragiliser le partenariat et la coopération entre l'Union européenne et le Burkina Faso.

La crise sécuritaire actuelle résulte en grande partie de l'insécurité qui règne au Mali voisin mais aussi à divers facteurs tels que la pauvreté, les inégalités, la violation des droits humains, l'inefficacité de la lutte contre le terrorisme, l'absence de services publics de base et de choix politiques régissant un accès égal aux ressources qui suscitent des conflits intercommunautaires. Ces groupes armés ont exploité les frustrations des populations fragilisées et trouvé des relais parmi les populations locales pour s'implanter et mener leurs actions. Dans un tel contexte il est difficile de mener à bien des actions en faveur d'un développement durable e inclusif, la culture a un grand rôle à jouer pour prévenir le développement d'une mentalité favorable aux Groupes armés terroristes, pour dissuader les terroristes éventuels et pour les couper de tout soutien plus vaste, grâce à des actions visant à promouvoir la tolérance, le dialogue, la compréhension, le respect des droits humaines, l'égalité des sexes et le pluralisme.

Le **groupe cible** des actions doit être constitué par les communautés et la population en général, et notamment les femmes et les citoyens en situation de vulnérabilité qui sont accompagnés par les organisations de la société civile, en particulier des défenseur(e)s des droits de femmes et droits humains.

Les acteurs **parties prenantes** de cette action sont : les acteurs étatiques et notamment les agents des administrations / autorités centrales (y compris para exemple, le Ministère de la Femme, de la